

Les résultats financiers du groupe Peugeot explosent ! Et nous on continuerait à se serrer la ceinture ?

Près du milliard de bénéfice pour PSA en 2014, 309 millions pour Banque PSA, 186 millions pour Faurécia (en hausse de 86% par rapport à 2013)... Et comme la famille Peugeot a des titres dans des sociétés performantes comme l'équipementier aéronautique Zodiac, le fabricant d'électroménager SEB, les résidences du troisième âge Orpéa, la société de nettoyage ONET, les autoroutes Sanef, les horodateurs Saba, le loueur de matériel Kiloutou ou l'institut de sondage Ipsos et encore bien d'autres, la fortune de Robert Peugeot et de la famille a augmenté de 52,91% de 2013 à 2014 selon le magazine Challenges, en passant de 1,3 milliards à 2 milliards. Et les membres du directoire de PSA s'augmentent de 86% !

Et avec tout ça, pour l'instant, ils ne promettent aux salariés de PSA que 1094 euros – en deux fois – pour l'année ! C'est moins que ce qu'on a perdu en blocage des salaires, suppressions des primes ACCAC et d'évolution, samedis gratuits... ; c'est moins que ce qu'ils nous ont volé. Et on est loin de l'augmentation des 52,91% de la fortune des Peugeot et des 86% des membres du directoire qui toutes deux se sont faites sur notre travail ; pour un salaire moyen de 1500 euros, ces augmentations feraient de 800 à 1300 euros de plus par mois. On est loin du compte !

PEUGEOT SE PAYE NOTRE TÊTE

Ils nous ont dit qu'il y avait la crise. Et ils ont justifié comme ça la fermeture d'Aulnay, les 11 200 suppressions de postes d'ici 2016 et peut-être 3 450 supplémentaires en 2015 ; le blocage des salaires depuis 2013 ; la suppression de primes ; la flexibilité à outrance ; les samedis gratuits de plus en plus nombreux (au mois d'avril par exemple) ; les over-time ; les jours chômés qui nous font perdre de l'argent, en particulier aux intérimaires ; les congés payés attaqués...

Ras le bol ! Maintenant ça suffit. C'est la grève qu'il faut préparer.

DANS DE TRÈS NOMBREUSES ENTREPRISES DES DÉBRAYAGES ET DES GRÈVES POUR LES SALAIRES.

Nous ne sommes pas seuls en avoir ras-le-bol.

Dans tout le pays, depuis le début de l'année, les débrayages et grèves se multiplient, chez Vinci, Thalès, Véolia, Michelin, Hutchinson, Sanofi, Carrefour, Bigard, Castorama, Air Liquide, Dassault, Brink's, Petit Bateau, Lindt, L'Oréal, Valéo, Fleury Michon, Aéroports de Paris, Legrand, Henkel, Intermarché ou encore les transports en commun ou routiers et bien d'autres. Ils demandent 60 euros mensuels à Famar Orléans, 120 euros à Sanofi Sisteron, 150 euros à Cimob Bourgoin-Jallieu, 350 euros dans le groupe Michelin ou 400 euros dans le groupe Bigard...

De plus en plus souvent les patrons commencent à céder. Oh certes pas tout. Mais au moins l'inflation : 1,5% chez Eramet ou Thalès (mais la grève y continue), 2% chez Vinci, 60 euros mensuels chez Alpina ou Tecumseh... Les patrons commencent à craindre la contagion.

C'est le moment de s'y mettre : le 19 mars ont lieu les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) sur les salaires.

FAISONS-NOUS ENTENDRE ! AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES !



PSA MULHOUSE

YOYO CASSE COUILLE

Après deux journées chômées en début d'année suivies de 4 samedis travaillés pour les salariés du Système 1, la direction vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas de samedi en mars, mais 2 en avril. Après tous ces samedis, elle dit maintenant que la journée du 27 mars pourrait être chômée si la production du mois de mars était atteinte... tout en maintenant les samedis travaillés d'avril. Ils se moquent de nous et pensent qu'on peut jouer au yoyo avec nos vies de familles et nos week-end et tout cela quasi gratuitement. De la fatigue en plus pour pas un rond et du mépris en prime, un cocktail qui pourrait bien devenir explosif.

VACANCES POURRIES, LA FAUTE À QUI ?

Dans les usines sud, les chefs nous ont remis les feuilles de choix et comme la majorité d'entre nous ont accolé les 4 semaines, on est maintenant convoqués pour faire changer nos choix. Les syndicats CFDT-FO-CFTC et CFE-CGC qui ont voté ce fractionnement comme ils l'ont fait sur tous les sites du groupe et nous ont fait croire avant les élections que malgré ce vote on pourrait prendre nos 4 semaines, se sont bien moqués de nous. Ceux qui ont voté ça se font-ils aussi convoquer ou prennent-ils leurs vacances dans les mêmes endroits que ceux qui nous convoquent ?

CASQUE INTÉGRAL OBLIGATOIRE

Au montage, durant le week end du 22 février, en zone de préparation, plusieurs plaques de faux plafond collées avec une colle à l'amiante sont tombées d'une hauteur de 8 mètres, accompagnées de leurs barres de fer de plusieurs kilos, au dessus d'un poste de travail et d'une zone piétonne. Mais puisqu'on vous dit que ça ne risque rien !



PAS TOUCHE À NOS WEEK-END !

Suite à plusieurs pannes au Système 1, la direction a cherché des volontaires pour rester deux heures de plus

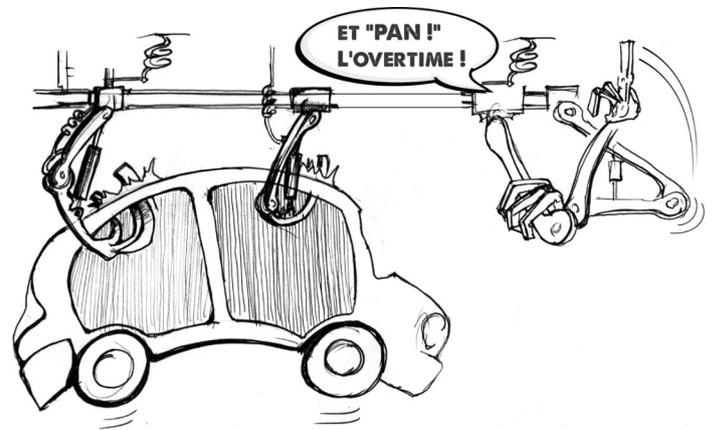
le 19 février. Devant le peu d'enthousiasme, elle a dû revoir sa copie pour faire travailler au « volontariat » le samedi 21 en contre-tournée et demi-cadence avec des volontaires du Système 2 qu'elle a été contrainte de former. Pour une fois qu'on avait le choix, c'était l'occasion de dire non !

FACE AUX SUPER HÉROS, ON EST PEU DE CHOSES

Mercredi dernier au skilett, l'installation de mise en place des pavillons a eu un bug. Inspirée par Spiderman, Hulk, Captain America et Wonderwoman, elle a décollé une voiture de sa luge, la soulevant d'un bon mètre. Impressionnant ! On a dû la débrancher vite fait et mettre la voiture à la poubelle.

LA MACHINE ENLÈVE AUSSI L'OVERTIME

Lorsque la machine au skilett a soulevé le toit de la voiture, c'était juste avant l'overtime. Et pan, l'overtime.



ILS ONT TOUT ESSAYÉ, ÇA NE MARCHE PAS

Au dernier CHSCT, pour récupérer les voitures perdues, la direction a annoncé qu'on passerait à une vitesse variable aux skilett du système 1 de 1,14 à 1,12. Mais on est depuis toujours à une vitesse variable, sachant que la vitesse affichée sur les panneaux n'est pas exacte. Par exemple, il y a 4 semaines, au CV1, la vitesse de ligne était de 1,12 mais était affichée 1,29. Ce serait mieux de tourner à 1,29.

SOURIEZ, VOUS ÊTES FICHÉS

La direction met en fiche les ouvriers en absence maladie – 600 par exemple en Forge – Fonderie avec en plus des commentaires du genre : « absent pour un prétendu accident du travail » ou « soit-disant malade »... L'inspection du travail a écrit à PSA que ce fichage était totalement illégal. Très bien. Mais soyons sûrs que si le fichier va être retiré d'intranet où il avait été repéré, la méthode va continuer.

L'OVERTIME NE PASSE TOUJOURS PAS

La direction espérait peut-être qu'avec le temps, on finirait par s'habituer aux overtime. Mais c'est l'inverse. Plus le temps passe, moins on supporte. Et les jours où il n'y a pas eu de panne, alors là, c'est quasi l'explosion.

ARRÊT DU SYSTÈME 1

Au montage, le Système 1 s'arrêtera le 6 juin 2015. Nous ne serons alors que sur une seule ligne de montage. D'après la propagande du patron, les travaux du système 1 seraient une chance et permettraient d'avoir une ligne de montage super moderne. Mais avec plus de mille salariés en moins, plein d'intérimaires qui vont être virés en juillet, deux modèles sur la même chaîne, l'aggravation des conditions de travail... ça va être « Bonjour les dégâts ». Et il y a le NCS qui pourra nous faire faire des samedis à la pelle ! Embauchés et précaires, nous avons la possibilité de dire non tous ensemble par la grève.

PRÉCARITÉ À TOUS LES ÉTAGES

Il y a de plus en plus d'intérimaires sur le site de Mulhouse. Ils sont plus de 635 intérimaires sans parler des CDD dont certains qui ont un contrat Pôle Emploi, ne sont payés que 300 euros par mois pendant leur période de formation. C'est bien que des jeunes viennent renforcer les équipes. Par contre il faut des embauches. Mais ça, PSA ne l'a pas mis à l'ordre du jour. C'est à nous de le faire : non à la précarité, oui à l'embauche.

C'EST PAS UNE PRIME À 4 CHIFFRES, MAIS UNE DÉPRIME OÙ ON L'A À ZÉRO

La direction fait un maximum de publicité sur la prime d'intéressement additionnée de celle promise en fin d'année dernière. Un total qu'elle dit en moyenne de 1094 euros. Sauf que pour la plupart d'entre nous, ça ne fera qu'entre 870 et 900 euros.

Une prime à trois chiffres donc.

Et puis si on compte ce qu'ils nous ont volé avec le blocage des salaires, les samedis gratuits, les suppressions ou baisses de primes, le résultat, c'est pas une prime mais la déprime.



FO : le syndicat qui compte faux !

THK ENSISHEIM

THK : TROP HARASSÉ, PAS UN KOPECK

Ça a toujours été le bordel question organisation à l'usine, mais là on a l'impression qu'on atteint des sommets... Rien n'est prévu, personne n'est prévenu : les démissions de collègues dégoûtés ne sont pas remplacées ou trop tardivement, ce qui engendre tensions et angoisses, difficultés pour les aménagements personnels ; certains ne sont pas informés ni consultés pour les changements d'équipes... Et tout ce stress pour pas un rond.

MAHLE BEHR FRANCE ROUFFACH

LE PATRON SE PAYE NOTRE TÊTE

Après trois ans de blocage des salaires, c'est donc reparti pour 2015 avec une misérable prime d'intéressement de 180 euros et 10 euros supplémentaires pour la prime du samedi en heures sups. Et il n'y a même pas d'argent pour avoir des vêtements de travail un tant soit peu corrects...

Mahle Behr n'a pas d'argent bien sûr : il rachète seulement pour 727 millions de dollars la division climatisation de Delphi, soit 13 usines et 6 700 salariés, qui avaient rapporté paraît-il 1,6 milliards l'an passé. Mahle Behr va aussi racheter à Delphi son usine de Shangaï de systèmes d'air conditionné... Mais parole de patron, il n'y a pas d'argent...

FAURECIA

ON VEUT 1157 EUROS MENSUELS DE PLUS

Le chiffre d'affaires de Faurecia en 2014 a augmenté de 4,4% et est passé à 18,4 milliards d'euros. Mais le plus fort, c'est le bénéfice à 186 millions d'euros, qui est en hausse de 89 % !

Pour un salaire de 1300 euros, ça ferait une augmentation mensuelle de 1157 euros. On le mériterait, car la hausse des bénéfices s'est bien faite grâce à notre travail, non ?



PEUGEOT CROIT ORGANISER LA CONCURRENCE, IL PRÉPARE LA GRÈVE

Avec la mise en concurrence par Peugeot de Faurecia Pulversheim, Johnson Controls Mulheim et Lear Région Parisienne pour la fabrication des sièges, les patrons des trois entreprises se servent de ce chantage à

l'emploi pour faire pression sur la productivité, la réorganisation, la réduction des effectifs, l'augmentation des charges de travail... A Johnson Controls Mülheim, une cinquantaine de salariés seraient déjà partis... Mais c'est pas sûr que ça marche. Il y a des moments où on ne supporte plus. Et ce moment est en train d'arriver. Et pourquoi pas Faurecia, Johnson Controls et Lear en grève en même temps !

PSA TREMERY

TREMERY, VIGO, TRNAVA : NON À LA CONCURRENCE ENTRE LES TRAVAILLEURS !

PSA annoncera en mars le site sur lequel la prochaine ligne de production du moteur essence EB sera installée. Tavares met en concurrence les sites de Vigo, Trnava et Tremery pour obtenir les meilleures conditions financières, c'est-à-dire le maximum de subventions publiques. Les élus locaux plongent, allant jusqu'à encourager publiquement les salariéEs de Tremery à aller manifester sous les fenêtres de la préfecture, pour réclamer ces subventions issues de nos impôts.

La Communauté de Communes Rives de Moselle va racheter 22 ha de terrain du site contre 6,6 millions d'euros, bien plus que les prix du marché. C'est un cadeau au patronat sans aucune contrepartie ni engagement en terme d'emploi, de salaire ou de condition de travail. Pourtant, les collectivités territoriales manquent d'argent et multiplient les économies conduisant à la casse des services publics.

Pourtant 70 millions d'euros sont provisionnés pour les retraites des dirigeants alors que « nos » élus évoquent la somme de 20 millions d'euros comme étant nécessaire.

Nous devons éviter le piège de la division, renforcer la solidarité internationale et refuser tout recul !

PSA SOCHAUX

DÉBRAYAGE CONTRE LE FRACTIONNEMENT

Le 12 février, 300 salariés ont débrayé contre le fractionnement des congés de trois semaines l'été cette année et deux semaines seulement l'an prochain... Et après ?

SUPPRESSION DES TRANSPORTS EN BUS

Le 25 février la direction a prévu de supprimer les transports en bus pour les travailleurs en horaire de journée. Ils feront comment ? Ils viendront à pied ?

PSA POISSY

DÉBRAYAGES POUR 4 SEMAINES DE CONGÉS ET CONTRE LES SAMEDIS GRATUITS

Les 4 et 8 février plusieurs centaines de salariés ont débrayé pour revendiquer le maintien des quatre semaines de congés pour tous. Ils ont défilé dans les ateliers aux cris de « On veut nos quatre semaines », mais aussi « Les samedis gratuits, on n'en veut plus ».

La direction a promis que ceux qui le voudraient pourraient garder leurs 4 semaines accolées : ce que personne ne croit. De toute façon, on va être fixés d'ici peu. Et si les promesses ne sont pas tenues, on redébrayera.

LOI MACRON

MACRON AUX FORCEPS

Pour faire passer la loi Macron, le gouvernement a utilisé le 49/3, une technique qui permet d'éviter le vote des parlementaires.

Sa loi est tellement pourrie qu'il n'avait même pas confiance dans ses propres députés. Ils appellent ça la démocratie.



ATTENTION, UNE LOI MACRON PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Après la loi Macron, le gouvernement veut faire passer au printemps une loi complémentaire encore pire. Il veut fusionner les différentes instances de représentation des syndicats, CE, DP, CHSCT en une seule, ce qui aboutirait à réduire de manière importante le nombre de délégués des syndicats, le nombre d'heures qu'ils ont pour fonctionner, liquider les droits de protection de la santé des travailleurs par les CHSCT et supprimer carrément toute représentation syndicale dans les entreprises de moins de 50 salariés. Et il paraît que le gouvernement est de gauche.

LES HYPOCRITES

Lorsque la presse a révélé que pour son accueil, le nouveau patron de Sanofi allait toucher 4 millions, plusieurs ministres du gouvernement se sont indignés. Mais ce sont les mêmes qui, quelques jours auparavant, ont inclus dans la loi Macron, la diminution de l'imposition des stocks options (de gros volumes d'actions des entreprises données aux hauts cadres en plus de leurs salaires) pour un total de... 900 millions, 225 fois ce qu'a touché le directeur de Sanofi.

LE 9 AVRIL, TOUS DANS LA RUE

Le 9 avril, la CGT, FO, Solidaires et la FSU appellent à une journée de lutte, d'action et de grève contre la loi Macron (sur laquelle les sénateurs doivent encore se prononcer fin avril) et pour l'augmentation des salaires. C'est l'occasion de dire notre opposition à cette loi qui nous fait retourner à la situation d'avant-guerre, de réclamer des hausses de salaires et de dire notre ras-le-bol général. Ne ratons pas ce jour.